

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 27/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOCACIL (ex ECOMIX)**

122 route de Mulhouse  
68540 Feldkirch

Références : 0006702338\_2024\_08\_26\_Locacil\_SuiviEch  
Code AIOT : 0006702338

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement LOCACIL (ex ECOMIX) implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 09/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Des contrôles réalisés le 30 mai et le 10 juin 2024 ont mis en évidence de nombreuses non-conformités au niveau de l'installation, ainsi que des conséquences de l'exploitation sur l'environnement (dissémination de déchets plastiques dans l'environnement proche de l'installation et dans le cours d'eau et les étangs situés en aval). Ces contrôles ont donné lieu à une mise en demeure et à un arrêté préfectoral imposant des mesures de remédiation et des diagnostics.

Le contrôle a eu pour objet de vérifier la mise en oeuvre d'actions correctives à la suite de la mise en demeure du 26 juin 2024 et le respect des prescriptions de l'arrêté du 26 juin 2024 imposant des mesures de remédiation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOCACIL (ex ECOMIX)
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'Environnement, article L512-1	Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures d'urgence	6 mois
2	Nettoyage des zones concernées par des dépôts de broyats plastiques	AP Complémentaire du 26/06/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Nettoyage du réseau d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 26/06/2024, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
4	Mesures de limitation	AP Complémentaire du 26/06/2024, article 4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
5	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.3.2	Demande d'action corrective	15 jours
6	Surveillance du milieu	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.1	Demande d'action corrective	15 jours
7	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Propreté des installations	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 8	Demande d'action corrective	15 jours
10	Prévention de la dispersion de particules plastiques dans l'environnement	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Limitation des volumes d'eaux rejetées	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Rétention	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 12	Astreinte, Demande d'action corrective	Dans les meilleurs délais

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Dépôts de matières diverses à l'entrée de l'installation	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 7	Levée de mise en demeure
13	Suspension du fonctionnement	AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de l'installation de tri		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté le non-respect de nombreuses échéances imposées par l'arrêté du 26 juin 2024 imposant des mesures de remédiation et des analyses dans le milieu.

En outre, au vu des documents présentés au cours du contrôle (registres, état des stocks, ...), il apparaît que la majorité des déchets présents au sein des installations y est présente depuis plus de trois ans. Dans ces conditions, en cohérence avec la Directive du 26 avril 1999, l'installation doit être considérée comme un site de stockage de déchets. Or, cet établissement ne dispose pas d'une autorisation pour le stockage de déchets.

Enfin, il a été constaté que les mesures d'urgence associées à la mise en demeure n'ont été mises en oeuvre qu'en partie.

### 2-4) Fiches de constats

#### I. Situation administrative

##### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'Environnement, article L512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article L512-1 du code de l'environnement  Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article <a href="#">L. 511-1</a>.  L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er</p> <p>Article R511-9 du code de l'environnement  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p><b>2760. Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720</b>  <b>2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :</b></p> <p>a) Dans une implantation isolée au sens de <a href="#">l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE</a>, et non soumise à <a href="#">la rubrique 3540 (E)</a>  b) Autres installations que celles mentionnées au a (<b>A - 1</b>)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (<a href="https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/gesdoc/108448/BPGD-22-041%20Note-dechets_27042022.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/gesdoc/108448/BPGD-22-041%20Note-dechets_27042022.pdf</a>) précise que « La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n° 1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760 ».</p>

La situation de l'installation est appréciée au regard de ces éléments.

Pour mémoire, il a été constaté au cours des contrôles du 30 mai et du 10 juin 2024, la présence d'importants stocks de déchets plastiques (broyats de câbles électriques) dans le périmètre de l'établissement.

L'exploitant a indiqué que ces déchets devraient être valorisés dans une installation dont le projet est en cours de montage (les travaux n'ont pas commencé à ce stade). L'exploitant a indiqué une échéance prévisionnelle de mise en service en octobre 2025.

En l'état, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de filière de valorisation opérationnelle pour ces déchets.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté l'historique de ses états des stocks au 31 décembre de l'année pour les années 2019 à 2023, les registres d'entrées de déchets pour les années 2021 à 2024 et les sorties de déchets de 2021 à 2024 (de 2018 à 2019, seules les sorties de métaux ont été indiquées).

Les données recueillies au cours du contrôle sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

année	entrée (t)	Sorties			Etat des stocks				Sorties /entrées (%)
		Cu et Cu/Al (t)	Elastomè res (t)	Total (t)	Polyéthylè ne (t)	PVC (t)	Elastomèr es (t)	Total (t)	
2018	?	79,74	?	79,74				?	
2019	?	243,34	?	243,34	90,5	5617	7816	13523,5	
2020	?	150,78	?	150,78	1170,5	7777	9067	18014,5	
2021	6738	164,33	61,96	226,29	1695,6	7368,8	12300,59	21364,99	3,36
2022	3632	101,8	423,44	525,24	2321,25	8450,25	14667,85	25439,35	14,46
2023	2666	149,54	198,11	347,65	2719,75	9491,3	17363,54	29574,59	13,04
2024	1703	50,16	30	80,16				31197,43	4,71

A la date du contrôle, le stock est évalué à environ 31200 tonnes de déchets plastiques (quantité estimée au 31 décembre 2023 + quantité admises en 2024 - quantité évacuée en 2024).

Il a été constaté que les quantités de déchets entrantes annuellement calculées à partir des registres d'entrées diffèrent de celles calculées à partir de l'état des stocks. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks est réalisé sur la base d'une évaluation en fonction du nombre de godets manutentionnés et que cette quantité est approximative.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté des relevés réalisés par un géomètre. Ils concluent à une quantité d'environ 27500 m<sup>3</sup> de déchets (l'Inspection émet toutefois des réserves sur l'exactitude de l'évaluation compte tenu de certaines cotes inférieures prises en compte qui ne correspondent pas aux cotes minimales).

Au regard des éléments présentés par l'exploitant, depuis le 1er août 2021, 10626 tonnes (2625 en 2021 + 3632 en 2022 + 2666 en 2023 + 1703 en 2024) de déchets sont entrées dans les installations. Le reste des déchets est présent dans l'installation depuis plus de 3 ans, soit environ 20570 tonnes (31200 - 11751).

De plus, de 2021 à 2024, la proportion de déchets sortant du site est comprise entre 3,35 et 14,4 % des déchets entrants sur le site en fonction des années.

En outre, au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'exutoire opérationnel pour évacuer les déchets plastiques à ce stade.

Dans ces conditions, il apparaît que l'exploitant procède à du stockage de déchets au sens de la Directive précitée. Or, l'exploitant n'est pas autorisé à exploiter une installation de stockage de déchets.

Il apparaît également que les conditions de stockage des déchets ne correspondent pas à l'état de l'art et ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté du 15 février 2016.

Au regard de ces éléments et compte tenu de l'absence d'exutoire présenté par l'exploitant, ainsi que de l'incidence environnementale de l'installation (cf rapport du 10 juin 2024 : dissémination de déchets plastiques dans l'environnement proche de l'installation et dans le cours d'eau en aval du point de rejet des eaux pluviales, ainsi que dans des étangs situés en aval), il est proposé de :

- mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de ses installations ;
- prescrire la suspension de l'activité ;
- prescrire des mesures d'urgence :
  - présentation d'un plan d'évacuation des déchets ;
  - évacuer les déchets stockés depuis plus de trois ans ;
  - informer périodiquement l'Inspection de l'avancement des démarches ;
  - interdiction d'admission de nouveaux déchets, y compris en transit ;
  - évaluation des moyens incendie nécessaires ;
  - communication d'un relevé des stocks réalisé par un géomètre ;
- abroger les articles 4, 5, 13, 14, 15 et 17 de la mise en demeure du 26 juin 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 6 mois

## II. Arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires

### N° 2 : Nettoyage des zones concernées par des dépôts de broyats plastiques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/06/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nettoyage des zones concernées par des dépôts de broyats plastiques

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure :

- dans le ruisseau, à l'aval de ses installations, et dans les deux étangs situés à l'est de ses installations le long de la RD430 :
  - la mise en oeuvre, sans délai, de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes ;
  - la récupération des broyats plastiques, dans la mesure du possible ;

Ces interventions sont réalisées sous réserve de l'accord des propriétaires et selon des protocoles validés avec eux.

- Dans les éventuelles zones voisines de l'installation ayant subi des dépôts de broyats plastiques par envol :
  - le nettoyage des éventuelles zones concernées, identifiées sur la base d'une enquête de voisinage.

Un bilan des actions mises en oeuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois

#### **Constats :**

L'exploitant indique avoir mis en oeuvre les mesures suivantes :

- changement du sens de circulation ;
- installation de filets pollustocks au niveau des avaloirs d'eau pluviale ;
- aspiration des particules à la balayeuse sur le site et dans les parties voisines accessibles depuis le site ;
- nettoyage de la rue au niveau de l'accès à l'installation.

A l'exception des deux derniers points, ces éléments ne répondent pas à cette prescription.

Concernant les étangs de la Communauté Européenne d'Alsace (CEA), l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec la CEA (sans le justifier) et a présenté un courriel du 12 août 2024 adressé à la DDT pour demander des informations sur la manière de procéder pour intervenir sur les étangs et le cours d'eau.

A la date du contrôle, aucune intervention n'a été réalisée afin de récupérer les broyats plastiques. L'exploitant a indiqué au cours du contrôle que, à sa connaissance, aucun moyen n'a été mis en œuvre au niveau des étangs afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes vers l'aval.

Un boudin posé par les pompiers est présent au niveau du point de rejet des eaux pluviales de l'installation.

L'exploitant a indiqué qu'une aspiration des parties voisines accessibles depuis le site a été réalisée.

Toutefois, au cours de la visite, il a été constaté que des dépôts de particules plastiques en quantité significative sont encore présents à l'extérieur du site sur les terrains voisins, notamment à l'ouest (voir photos en annexe).

Il résulte de ce constat que l'exploitant :

- ne s'est pas assuré de la mise en œuvre de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes au niveau des étangs vers l'aval et n'a engagé aucune mesure sérieuse en ce sens ;
- n'a pas procédé à la récupération des broyats plastiques dans le ruisseau et les étangs et n'a engagé aucune démarche sérieuse en ce sens ;
- n'a pas procédé à un nettoyage efficace sur les terrains voisins.

En outre, aucun bilan n'a été communiqué à l'Inspection à la date du contrôle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des actions appropriées afin de limiter la dispersion des particules disséminées dans l'environnement vers l'aval et d'engager des démarches afin de récupérer les particules de plastiques dispersées dans l'environnement de son installation (milieu aquatique et voisinage de l'installation).

Un bilan des actions réalisées sera à communiquer à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : Nettoyage du réseau d'eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/06/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nettoyage du réseau d'eaux pluviales

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, au curage et au nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales de ses installations.

Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir fait procéder à un nettoyage du réseau par la société ATIC. Il a présenté une facture du 06 juin 2024 relative à un "forfait balayage de chantier + 4 siphons", ainsi que plusieurs factures pour des opérations de balayage et de curage pour des travaux réalisés le 07 et le 27 juin, ainsi que le 1er juillet et du 08 au 22 juillet.</p> <p>Au cours du contrôle, il a toutefois été constaté que le réseau d'eaux pluviales était bouché (voir photos en annexe) et que des particules étaient encore présentes dans certaines parties du réseau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de procéder à l'entretien prescrit et de s'assurer de l'efficacité des actions réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>

#### N° 4 : Mesures de limitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de limitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les zones de ses installations où des particules plastiques sont susceptibles d'être répandues accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Le dimensionnement des dispositifs mis en œuvre est adapté à la nature des particules susceptibles de se disséminer dans l'environnement ;</li> <li>• l'exploitant définit et met en œuvre une procédure de maintenance et nettoyage régulier de ces dispositifs. Les fréquences des opérations de maintenance/nettoyage sont déterminées à l'éclairage du dimensionnement des ouvrages et des flux de matières polluantes, et ne pourront être inférieures à 2 fois par an ;</li> <li>• des dispositifs physiques adaptés (type filet/écrans) permettant la limitation des envois sont mis en place sur la périphérie du site dans les zones adaptées. Les mailles de ces éléments sont adaptées à la taille des particules plastiques à retenir sur site ;</li> <li>• des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement sont rédigées et mises en œuvre par l'exploitant.</li> </ul> <p>L'exploitant transmet sous 15 jours à l'Inspection le bilan des actions mises en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre plusieurs types de dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des filets sur la clôture du site ;</li> <li>• des paniers de récupération au niveau des avaloirs.</li> </ul> <p>Concernant les filets mis en place au niveau de la clôture située en limite de propriété, ils ont été posés sur la hauteur de la clôture (hauteur d'homme). Dans ces conditions, l'Inspection s'interroge sur l'efficacité du dispositif au regard de la hauteur des tas de déchets. De plus, il a été constaté que les filets n'ont pas été posés sur tout le linéaire de clôture. Ainsi, si</p>



des filets ont été posés en partie nord, ils sont interrompus avant le stock de déchets principal (une partie de la clôture située au droit du stock n'est ainsi pas protégée).

En partie ouest, il a été constaté que les filets n'atteignent pas non plus l'extrémité de la limite de propriété. Des particules de plastiques ont été observées sur le terrain voisin à cet endroit au niveau d'une zone dépourvue de filet.

L'exploitant a indiqué avoir commandé des filets supplémentaires le 23 juillet 2024 (un bon de commande a été présenté).

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié que le maillage des filets est adapté au regard des caractéristiques des déchets.

Enfin, il a été constaté qu'il n'existe pas de procédure de maintenance et de nettoyage de ces dispositifs.

Concernant les protections mises en place au niveau des avaloirs, il a été constaté la présence des dispositifs au niveau des 4 avaloirs présents sur le site.

Lors de la visite, il a toutefois été constaté que le fond d'un filet s'était détaché. Celui-ci était donc inopérant.

De plus, au niveau des autres avaloirs, il a été constaté la présence de quelques particules sur la partie opposée du filet ou sur l'ouvrage (l'exploitant a indiqué que cela résultait probablement d'erreurs de manipulation lors de l'entretien des dispositifs).

En outre, il existe également une grille permettant la récupération des eaux au niveau de l'aire de lavage et leur évacuation vers le milieu naturel après passage dans un séparateur à hydrocarbures. D'après l'exploitant cette aire n'est pas utilisée. Il y a toutefois été constaté la présence de quelques particules plastiques.

Enfin, aucun plan des réseaux n'ayant été communiqué, il n'a pas été justifié que la grille de l'avaloir traversant la voie d'accès menant vers l'installation de tri n'est pas connectée au réseau d'eaux pluviales (d'après l'exploitant, elle serait connectée à la fosse de récupération des eaux de lessivage des déchets plastiques triés).

Concernant la justification du maillage mis en œuvre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des éléments relatifs à la caractérisation des déchets (dimensions des plus petites particules, caractérisation granulométrique, ...). En l'état, il n'a pas été justifié que les dispositifs sont adaptés.

Il a été indiqué que la consigne est de procéder à un nettoyage des dispositifs installés une fois par semaine. Toutefois, aucune procédure de nettoyage et de maintenance n'a été formalisée.

Au cours du contrôle, il a été constaté que le stock principal de déchets recouvre les merlons de terres qui le délimitaient. Des particules de plastiques sont susceptibles de glisser ou d'être entraînées vers l'extérieur du site, notamment à l'est des installations le long du ruisseau. Aucune protection n'est mise en œuvre dans cette zone.

L'exploitant a indiqué qu'il a également engagé des réflexions relatives à la mise en œuvre d'un siphon avant le point de rejet dans le milieu naturel. Il a indiqué être dans l'attente d'un devis.

A cet égard, l'Inspection invite l'exploitant à évaluer l'efficacité des dispositifs déjà mis en œuvre, compte tenu notamment de la nature des substances susceptibles d'être entraînées avant d'engager cet aménagement complémentaire. Il est rappelé qu'en fonctionnement normal, l'installation n'est pas autorisée à rejeter des eaux industrielles dans le milieu naturel.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de mettre en place des dispositifs adaptés dans toutes les zones pertinentes et d'établir des consignes de nettoyage et de maintenance.

En outre, il appartient à l'exploitant de justifier du caractère adapté des dispositifs mis en place. Il transmettra à cet effet tous les éléments de caractérisation des déchets nécessaires et justifiera de l'adéquation des dispositifs mis en place compte tenu de leurs caractéristiques.

Il appartient également à l'exploitant de communiquer un plan des réseaux d'eau à l'Inspection dans un délai de sept jours.

<b>Hors contrôle :</b> l'Inspection a été informée par la gendarmerie de la présence de deux drains sous le stock de déchets est. Ils n'ont pas été aperçus au cours du contrôle. Il est demandé à l'exploitant de les identifier et d'évaluer la nécessité d'y mettre en place des dispositifs adaptés. L'exploitant informera l'Inspection des conclusions de ses investigations dans un délai de sept jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.3.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux	
<b>Prescription contrôlée :</b> (article complété par l'article 6 de l'arrêté du 26 juin 2024) <i>L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur l'ensemble des points de rejets en eaux pluviales de son site :</i>	
<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>
<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 6 mois</i>
<i>La liste des substances recherchées peut être adaptée si les résultats des trois premières campagnes d'analyse ne mettent pas en évidence la présence de certaines substances.  Le cas échéant, l'exploitant le justifie et en informe l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</i>	
<b>Constats :</b>  Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder à des analyses fin juin. Les résultats n'ont pas pu être présentés.  L'exploitant a présenté le bon de commande passé auprès de l'organisme de contrôle. Celui-ci est antérieur à l'arrêté du 26 juin 2024. Il apparaît que la liste des paramètres à analyser ne correspond pas à celle prévue par la prescription précitée, mais qu'elle est limitée aux substances précisées dans l'arrêté du 29 avril 2008.  Compte tenu du temps limité écoulé depuis la notification de l'arrêté, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade, sous réserve que l'exploitant justifie de la commande pour les analyses prévues dans un délai de quinze jours.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il appartient à l'exploitant d'engager les démarches pour faire réaliser les analyses nécessaires. Il communiquera les justificatifs à l'Inspection dans un délai de quinze jours.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours	

**N° 6 : Surveillance du milieu**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du milieu				
<b>Prescription contrôlée :</b> (article complété par l'article 7 de l'arrêté du 26 juin 2024) <i>L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur les secteurs environnementaux listés ci-après.</i>				
<b>Zone d'investigation</b>	<b>Paramètres à analyser</b>	<b>Programme d'autosurveillance</b>		
<i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 2 mois</i>		
<i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i>		
<i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i>		
<b>Constats :</b>  A ce stade, l'exploitant n'a pas engagé de démarches afin de faire réaliser les analyses prescrites.  Compte tenu du temps limité écoulé depuis la notification de l'arrêté, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade, sous réserve que l'exploitant justifie de la commande pour les analyses prévues dans un délai de quinze jours.				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il appartient à l'exploitant d'engager les démarches pour faire réaliser les analyses nécessaires. Il communiquera les justificatifs à l'Inspection dans un délai de quinze jours.				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective				
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours				

**N° 7 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.2.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines				
<b>Prescription contrôlée :</b> (article complété par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024) <i>« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après, dans un réseau de surveillance à définir constitué d'au moins un piézomètre amont et de deux piézomètres situés à l'aval des zones d'entreposage de déchets) :</i>				
<i>Nom usuel</i>	<i>N°BSS de l'ouvrage</i>	<i>Localisation par rapport au site</i>	<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>

		(amont ou aval)		
P1		Amont	Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3	1 fois en période de basses eaux, puis une fois en période de hautes eaux
P2		Aval		
P3		Aval		

Le réseau de surveillance est justifié sur la base d'éléments hydrogéologiques. Les justifications sont communiquées à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le cas échéant, les ouvrages supplémentaires nécessaires sont réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

La création de tout nouveau piézomètre, fait l'objet d'une information préalable du préfet avec tous les éléments d'appréciation »

#### Constats :

L'exploitant a présenté un rapport d'analyses du 13 août 2024. Il porte sur des analyses réalisées au niveau de deux ouvrages (l'un au niveau du puits situé à proximité de l'installation de tri (identifié amont dans le rapport), l'autre au niveau de l'ouest du tas principal de déchets (identifié aval dans le rapport de l'organisme).

A cet égard, l'Inspection souligne que compte tenu de son positionnement, le piézomètre aval n'est pas positionné à l'aval du stock de déchets principal, mais à l'amont. Dans ces conditions, il n'existe aucun suivi à l'aval du stock de déchets principal.

En outre, les analyses ne portent que sur les substances dont la surveillance est prévue en routine par l'arrêté du 29 avril 2008 (pH, Conductivité, Indice hydrocarbures, métaux dissous, HAP).

Des différences significatives sont observées entre les deux prélèvements pour ce qui concerne les métaux dissous (Fer, Nickel et Zinc), avec des concentrations plus importantes sur l'ouvrage situé au pied du tas de déchets principal.

En outre, vu la différence de température observée sur les deux prélèvements, l'Inspection s'interroge sur les conditions de prélèvement (profondeur équivalente des ouvrages ?).

A la date du contrôle, l'exploitant n'a pas communiqué à l'Inspection les justifications associées au réseau de surveillance mis en œuvre. De plus, le nombre d'ouvrages de surveillance suivis est insuffisant à ce stade.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de communiquer les justifications du réseau de surveillance mis en place dans un délai de quinze jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

### III. Arrêté du 26 juin 2024 portant mise en demeure

N° 8 : Dépôts de matières diverses à l'entrée de l'installation

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dépôts de matières diverses à l'entrée de l'installation

**Prescription contrôlée :**

<p>Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 8.3 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :</p> <p>« [...] l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;</p> <p>[...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, lors des contrôles du 30 mai et du 10 juin 2024, il a été constaté la présence de particules plastiques sur la voie publique à l'entrée du site.</p> <p>Il a été constaté au cours du contrôle que l'exploitant a procédé à un nettoyage de l'accès aux installations.</p> <p>L'exploitant a remédié à la non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 9 : Propreté des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 7.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :</p> <p>« [...] L'ensemble du site doit être maintenu dans un bon état de propreté »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 30 mai 2024, il a été constaté la présence d'une quantité importante de déchets plastiques sur une partie importante des installations, hors des zones d'entreposage des déchets.</p> <p>Il a été constaté au cours du contrôle que l'exploitant a fait réaliser plusieurs balayages des installations le 07 juin, le 1er juillet et du 08 au 22 juillet.</p> <p>La quantité de particules plastiques présente hors des zones d'entreposage de déchets a significativement diminué.</p> <p>Il a toutefois été constaté la présence de dépôts encore notables en limite de propriété, à l'ouest notamment (voir photos en annexe), et à proximité de certains tas de déchets en dehors des zones d'entreposage.</p> <p>Compte tenu des démarches déjà engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade, sous réserve que l'exploitant assure un nettoyage complémentaire, dont il s'assurera de l'efficacité, dans un délai de quinze jours et qu'il communique les justificatifs à l'exploitant. A défaut, des sanctions pourront être proposées au Préfet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de procéder à un nettoyage complémentaire de ses installations dans un délai de quinze jours. Il s'assurera notamment de l'enlèvement des dépôts présents le long de la clôture ouest et des limites de propriété en général. De manière générale, l'exploitant veillera à</p>

ce qu'il n'y ait plus de dépôts significatifs en dehors des zones d'entreposage des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : Prévention de la dispersion de particules plastiques dans l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la dispersion de particules plastiques dans l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions du II de l'arrêté du 29 avril 2008 et à l'article 2 de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé :</p> <p><u>II de l'arrêté du 29 avril 2008 :</u></p> <p><i>« Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes »</i></p> <p><u>Article 2 de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé :</u></p> <p><i>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article I511-1 du code de l'environnement »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 30 mai 2024 qu'une quantité importante de particules plastiques provenant de l'installation de tri était entraînée dans le réseau d'eaux pluviales, puis dans le milieu naturel. L'installation de tri était à l'arrêt le jour du contrôle objet de ce rapport.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté la mise en place de paniers de récupération au niveau des avaloirs ainsi que le nettoyage de l'installation de tri.</p> <p>Des remarques ont été émises au constat 2 du présent rapport sur les dispositifs mis en œuvre et des justifications complémentaires sont nécessaires.</p> <p>En l'état, aucune modification n'a été réalisée sur le circuit des eaux industrielles de l'installation de tri afin de prévenir toute émission d'eaux industrielles dans le milieu naturel. Or, il est rappelé qu'il s'agissait de la principale source de dissémination de déchets plastiques dans le milieu naturel.</p> <p>A ce stade, les éléments présentés ne permettent pas de statuer sur le respect ou non de la mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant d'évaluer le fonctionnement de son réseau d'eaux industrielles et de justifier que sa conception permet de prévenir les émissions de polluants dans l'environnement. Le cas échéant, il convient qu'il détermine et mette en œuvre les actions correctives nécessaires.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif
<b>Proposition de délai :</b> 15 jours

#### N° 11 : Limitation des volumes d'eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des volumes d'eaux rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : <i>« [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les volumes d'eaux rejetées »</i>
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 30 mai 2024, que le fonctionnement de l'installation de tri conduisait à la perte d'un volume d'eau significatif d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales. L'installation de tri était à l'arrêt le jour du contrôle objet de ce rapport.  L'installation de tri a fait l'objet d'un important nettoyage. Toutefois, en l'état, aucune modification n'a été réalisée sur le circuit des eaux industrielles de l'installation de tri afin de garantir le fonctionnement de l'installation en circuit fermé (l'eau circule partiellement dans des rigoles en béton non fermées, dans des caniveaux dont l'étanchéité n'est pas garantie) et d'interdire toutes émissions dans le milieu naturel. A ce stade, les éléments présentés ne permettent pas de statuer sur le respect ou non de la mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant :</b> Il appartient à l'exploitant d'évaluer le fonctionnement de son réseau d'eaux industrielles et de justifier que sa conception permet de prévenir les émissions de polluants dans l'environnement. Un schéma du circuit des eaux de son installation peut être communiqué à l'Inspection dans ce cadre. Le cas échéant, il convient qu'il détermine et mette en œuvre les actions correctives nécessaires pour assurer un fonctionnement en circuit fermé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Type de suites proposées :</b> Demande de justificatif
<b>Proposition de délai :</b> 15 jours

#### N° 12 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté,</b> l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.2.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : <i>« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de</i>

<i>rétenction est au moins égale à :</i> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres »
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, au cours du contrôle du 10 juin, il a été constaté que des produits liquides dangereux étaient entreposés sans rétenction.  Il a été constaté au cours du contrôle que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les rétenctions nécessaires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les rétenctions nécessaires dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte, Demande d'action corrective

**N° 13 : Suspension du fonctionnement de l'installation de tri**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suspension du fonctionnement de l'installation de tri
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fonctionnement de l'installation de tri de déchets par voie humide est suspendu à compter de la notification du présent arrêté, jusqu'à mise en conformité de l'installation aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté
<b>Constats :</b>  L'installation de tri par voie humide était à l'arrêt au cours du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite